



A.C.C.E.N.T.S DES ÉTATS-UNIS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL POUR LES ÉTATS-UNIS

AGRICULTURE, COMMERCE, CLIMAT, ENERGIE, NUMERIQUE, TRANSPORT, SANTE...

N° 2023-03 du 20 janvier 2023

SOMMAIRE

Commerce et sanctions

1. La Représentante au Commerce américaine K.Tai appelle à accélérer les discussions avec l'UE relatives à l'accord sur l'acier et l'aluminium durables
2. Les États-Unis et Taïwan concluent une deuxième session de négociations commerciales à Taipei
3. Les États-Unis et le Japon s'engagent à sécuriser leurs technologies critiques
4. La période de commentaires publics sur les droits additionnels visant les importations chinoises est arrivée à son terme le 17 janvier

Climat – énergie – environnement

5. Les États-Unis et le Japon approfondissent leur coopération énergie-climat au sein du CoRe et alignent leurs positions G7-QUAD-IPEF
6. L'administration Biden annonce 9 Md\$ de rabais sur les factures énergiques des foyers américains et le financement de programmes d'énergie propre

Transport et infrastructure

7. Le Département des Transports des États-Unis (DoT) inflige une amende de 1,1 Md\$ à Virgin Atlantic

Industrie

8. Dell renonce à utiliser des semiconducteurs fabriqués en Chine dès 2024

Agriculture et industrie agroalimentaire

9. Les agriculteurs obtiennent un droit de réparer les machines du fabricant John Deere

Numérique et innovation

10. TikTok, ciblée par les critiques au Congrès, étudie la restructuration de son organisation américaine
11. Les Républicains de la Chambre déploient leur agenda en matière de politique numérique
12. Les employés de Microsoft forment le premier syndicat de l'entreprise aux États-Unis
13. Un procès est intenté contre Elon Musk pour son tweet de 2018 annonçant la privatisation de Tesla

Santé

14. Les principales tendances qui émergent du salon JPMorgan Healthcare
15. Lancement d'une action en justice par la Californie sur les prix de l'insuline

[Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, ici.](#)

Commerce et sanctions

1. La Représentante au Commerce américaine K. Tai appelle à accélérer les discussions avec l'UE relatives à l'accord sur l'acier et l'aluminium durables

La Représentante au Commerce américaine (USTR) K. Tai a rencontré le Vice-Président de la Commission européenne V. Dombrovskis à Bruxelles le 17 janvier. À l'agenda de leurs discussions figurait notamment l'IRA, alors qu'une partie des lignes directrices précisant les conditions d'application des crédits d'impôt à l'achat de véhicules électriques a été publiée le 29 décembre par le Département du Trésor américain [voir [Accents du 6 janvier 2023](#)]. En amont de son entretien avec l'USTR, V. Dombrovskis avait [déclaré](#) que la « task force » mise en place en octobre dernier avec les États-Unis « ne résoudra pas tous nos problèmes » et qu'il était donc « toujours nécessaire » d'envisager une « réponse européenne ». De son côté, K. Tai a [assuré](#) que les États-Unis jugeaient « hautement prioritaires » les inquiétudes européennes sur l'IRA. K. Tai a par ailleurs indiqué que les négociations devraient s'intensifier au sujet du projet d'accord sur l'acier et l'aluminium durables, en vue duquel les autorités américaines ont adressé une première proposition écrite à la Commission en décembre (voir [Flash Accents du 16 décembre 2022](#)). Alors que l'UE et les États-Unis se sont fixés comme objectif de conclure ce nouvel accord d'ici octobre 2023, K. Tai souligné que cette date butoir incitait les deux parties à accentuer le travail pour parvenir rapidement à un accord.

2. Les États-Unis et Taïwan concluent une deuxième session de négociations commerciales à Taipei

La deuxième phase de négociations entre les États-Unis et Taïwan dans le cadre de l'« Initiative pour un commerce du 21^{ème} siècle » entre les deux pays s'est [tenue](#) à Taipei du 14 au 17 janvier. Pour mémoire, cette initiative avait été [lancée](#) le 1^{er} juin 2022 et de premières négociations se sont [tenues](#) à New York les 8 et 9 novembre 2022 (voir [Flash Accents du 18 novembre 2022](#)).

Ces quatre jours de négociation ont permis aux deux parties d'échanger sur la base de projets de textes couvrant cinq des onze domaines identifiés dans le mandat [publié](#) le 17 août 2022 : facilitation des échanges, lutte contre la corruption, petites et moyennes entreprises, bonnes pratiques réglementaires, réglementation domestique des services. D'après l'USTR (le bureau de la Représentante américaine au commerce, en charge des négociations pour les États-Unis), un « consensus » a été atteint dans un certain nombre

de domaines et les parties se sont engagées à maintenir un calendrier de négociation ambitieux dans les mois à venir afin de poursuivre cette dynamique.

Des collaborateurs de membres du Congrès américain étaient également présents à Taipei et ont été régulièrement tenus informés des échanges par l'USTR. Des détails sur les textes négociés seront communiqués ultérieurement par l'USTR.

3. Les États-Unis et le Japon s'engagent à sécuriser leurs technologies critiques

Le Premier ministre japonais Fumio Kishida a été [reçu](#) vendredi 13 janvier à Washington par le Président Biden. Le communiqué conjoint insiste sur la coopération « sans précédent » entre les deux États et leur objectif d'une région indopacifique « libre et ouverte ». Sur le plan économique, le communiqué met en avant la négociation en cours du cadre économique pour l'Indopacifique (IPEF), qui vise notamment à renforcer la résilience des chaînes de valeur entre Alliés et à lutter « contre les menaces posées par la coercition économique et les pratiques non-marchandes ».

Les États-Unis et le Japon souhaitent également « renforcer la protection et la promotion des technologies critiques et émergentes, y compris les semi-conducteurs ». Le communiqué ne précise pas si des discussions se sont tenues sur les mesures américaines de contrôle-export publiées le 7 octobre 2022 (voir [Flash Accents du 14 octobre 2022](#)) alors que l'administration américaine a indiqué être en discussion avec plusieurs pays affinitaires pour qu'ils adoptent des restrictions similaires.

4. La période de commentaires publics sur les droits additionnels visant les importations chinoises est arrivée à son terme le 17 janvier

La période de commentaires publics sur les droits de douanes additionnels visant 370 Md\$ d'importations de Chine s'est clôturée mardi 17 janvier. La plateforme de recueil des commentaires avait été ouverte le 15 novembre 2022 (voir [Flash Accents du 14 octobre 2022](#)) et s'inscrit dans le cadre de la procédure de revue de ces mesures adoptées sous l'administration Trump, officiellement [lancée](#) par l'USTR en septembre 2022 (voir [Flash Accents du 9 septembre 2022](#)).

L'USTR avait [publié](#) le 1^{er} novembre des questions précisant sa démarche et incitant les parties prenantes à évaluer l'efficacité de ces droits additionnels.

L'USTR a [publié](#) environ 1 500 commentaires reçus. Le *US-China Business Council*, qui représente les

entreprises américaines qui ont des activités en Chine, juge que les tarifs « ont été inefficaces pour faire pression sur la Chine afin qu'elle modifie ses pratiques » tandis que l'US Chamber estime qu'en tout état de cause, « l'absence de dialogue substantiel de haut niveau entre les deux gouvernements rend tout levier de négociation inutilisable ». L'USTR n'a à ce stade pas encore communiqué de calendrier sur les prochaines étapes de la procédure.

Brèves

➤ Le Président Biden a [reçu](#) le Premier ministre néerlandais Mark Rutte à Washington le 17 janvier. Les deux chefs d'État ont souligné l'importance des technologies critiques pour la sécurité nationale et économique des deux

pays, sans toutefois faire de nouvelle annonce spécifique dans ce domaine.

- La Secrétaire au Trésor Janet Yellen s'est [entretenu](#) le 18 janvier avec le Vice Premier ministre chinois Liu He. Il s'agissait de la première rencontre en personne entre Liu H. et J. Yellen, qui a indiqué qu'elle entendait se rendre en Chine « dans un futur proche ».
- En marge du Forum économique mondial à Davos, l'USTR K. Tai a [rencontré](#) le 18 janvier son homologue britannique K. Badenoch, pour évoquer notamment les « préoccupations du Royaume Uni s'agissant de l'IRA ».
- Le Département du Commerce américain a [annoncé](#) l'application à compter du 19 janvier de droits antidumping sur les importations de champignons en conserve originaires de France, compris entre 225 % et 361 %.

Climat - Énergie - Environnement

5. Les États-Unis et le Japon approfondissent leur coopération énergie-climat au sein du CoRe et alignent leurs positions G7-QUAD-IPEF

Le 13 janvier, le président des États-Unis et le Premier Ministre du Japon se sont [rencontrés](#). Ils ont rappelé leurs efforts communs en matière d'énergie dans le cadre de leur partenariat bilatéral. Leur partenariat CoRe (*Competitiveness and Resilience*) vise à affiner leurs avantages comparatifs en matière économique, notamment en ce qui concerne la promotion des technologies essentielles et émergentes. Ce chapitre comprend les énergies propres et la sécurité énergétique, domaine dans lequel les États-Unis et le Japon ont annoncé vouloir approfondir leur coopération en matière d'énergie nucléaire, tout en respectant les normes de non-prolifération les plus strictes. Les deux leaders ont indiqué souhaiter accélérer les efforts mondiaux pour lutter contre la crise climatique.

Le cadre économique indopacifique (IPEF) est au cœur de la réalisation de leurs objectifs. Le Japon et les États-Unis ont indiqué que leur sommet à quatre avec l'Australie et l'Inde, le « Quad », continue d'avancer à la réalisation de résultats sur le climat et les technologies critiques.

Toutes ces mentions, ainsi que celle relative à la coopération trilatérale (Japon, République de Corée et États-Unis) et à la collaboration *Blue Pacific* avec les îles du Pacifique, devraient compter dans les priorités du sommet du G7 d'Hiroshima auquel les deux États indiquent travailler étroitement à sa réussite.

6. L'administration Biden annonce 9 Md\$ de rabais sur les factures énergétiques des foyers américains et le financement de programmes d'énergie propre

Le 18 janvier, le Département de l'Énergie américain (DoE) a [publié](#) une demande d'information visant à recueillir des commentaires sur les 9 Md\$ destiné au *Home Energy Rebate Program*, un programme de rabais sur les factures énergétiques des foyers américains. Ce programme est financé par la loi *Inflation Reduction Act*. Ce montant constitue un financement record pour aider les foyers américains afin de réduire leurs coûts énergétiques grâce à l'efficacité énergétique et à l'électrification des appareils et équipements domestiques.

Le DoE a également publié les directives qui permettent aux gouvernements des États, collectivités et communautés de demander des financements dans le cadre du programme EECBG (*Energy Efficiency and Conservation Block Grant*). Cette action ouvre ainsi le programme EECBG doté de 430 M\$ par la loi *Bipartisan Infrastructure Law*. Le programme soutient les projets et les programmes d'énergie propre dans les collectivités locales, qui couvrent plus de 250 millions d'Américains à travers tout le pays.

Brèves

- Le 19 janvier, les conseillers à la sécurité nationale des États-Unis, d'Israël, de Bahreïn et des Émirats arabes unis se sont rencontrés. Le communiqué de la rencontre [indique](#) que pour approfondir l'intégration régionale, ils

considèrent notamment les énergies propres. À ce propos, ils ont échangé sur les nouveaux partenariats qui se développent dans la région, notamment I2U2 (Israël, Inde, États-Unis, EAU). Les conseillers ont également évoqué la crise climatique et ont salué le leadership des Émirats arabes unis, qui accueilleront la COP-28

cette année. Ils ont convenu de rester en contact régulier au cours des semaines et des mois à venir afin de travailler à l'élargissement de la participation à de nouveaux partenaires et de coordonner les intérêts et les défis communs.

Transport et Infrastructure

7. Le Département des Transports des États-Unis (DoT) inflige une amende de 1,1 M\$ à Virgin Atlantic

Le Département américain des Transports (DoT) a [déclaré](#) mardi avoir infligé une amende de 1,1 M\$ à Virgin Atlantic pour avoir volé à de nombreuses reprises dans un espace aérien restreint au-dessus de l'Irak. Ces vols, portant le code (DL) de Delta Air Lines, ont été effectués dans des régions où une interdiction de vol de la Federal Aviation Administration (FAA) était en vigueur. L'enquête menée par le Bureau de la protection des consommateurs de l'aviation du ministère révèle en effet qu'entre le 16 septembre 2020 et le 16 septembre 2021, Virgin Atlantic a exploité un nombre important de vols portant ce code au-dessus de l'espace aérien restreint en Irak, alors qu'un avis aux missions aériennes de la FAA (NOTAM) était en vigueur. Cet avis avait été émis en mars 2020 par la FAA interdisant les opérations de vol à toutes les altitudes en raison de « l'intensification des activités des milices et des tensions accrues en Irak ».

La compagnie aérienne a reçu l'ordre de cesser ces vols et de s'abstenir de futures violations similaires. Avec le code de Delta Air Lines, le DoT devient compétent pour sanctionner des vols effectués par une compagnie britannique. Le DoT a notifié la compagnie aérienne de la violation en septembre 2021. À l'époque, d'autres gouvernements étrangers autorisaient le survol de l'espace aérien irakien à haute altitude, et de nombreux vols survolaient quotidiennement l'Irak. Le DoT a déclaré que Virgin Atlantic avait indiqué à l'agence que les « *survol interdits étaient involontaires, causés par des perturbations opérationnelles et des pertes de personnel dues à la pandémie de COVID-19* ».

Virgin Atlantic a déclaré que dès qu'il avait été mis au courant de ce problème de conformité par le DoT, les itinéraires de ses vols en partage de code avaient été corrigés. Virgin Atlantic doit payer 525 000 \$ en trois versements. Les 525 000 \$ restants ne sont exigibles que si la compagnie enfreint les dispositions de l'ordonnance.

Industrie

8. Dell renonce à utiliser des semiconducteurs fabriqués en Chine dès 2024

L'entreprise américaine Dell, le troisième plus grand producteur mondial d'ordinateurs, a annoncé à ses fournisseurs sa volonté d'arrêter d'utiliser des semiconducteurs fabriqués en Chine dès 2024. De manière plus globale, Dell a indiqué souhaiter réduire significativement ses approvisionnements en composants chinois, tout en diversifiant ses fournisseurs et l'origine des composants utilisés. HP, le deuxième plus gros producteur d'ordinateurs et principal concurrent américain de Dell, aurait également commencé à sonder ses fournisseurs sur

la possibilité de se passer de composants chinois. De plus, Apple, le quatrième mondial, devrait commencer à déplacer la production de ses Macbooks de la Chine vers le Vietnam courant 2023 et a annoncé vouloir faire produire ses puces les plus avancées dans la future usine de TSMC en Arizona. Ces évolutions dans la chaîne de valeur des principaux fabricants américains du secteur informatique s'inscrivent en réaction à la stratégie américaine de découplage vis-à-vis de la Chine, impulsée tant à travers les financements du CHIPS Act que par le biais des diverses mesures de contrôle-export adoptées ces derniers mois par l'administration américaine.

Agriculture et industrie agroalimentaire

9. Les agriculteurs obtiennent un droit de réparer les machines du fabricant John Deere

À l'occasion de la convention annuelle du *Farm Bureau*, le président du syndicat, Zippy Duvall, et un représentant de John Deere, David Gilmore, ont signé, le 8 janvier, un protocole d'entente accordant aux agriculteurs et aux concessionnaires indépendants un droit à réparer par eux-mêmes les machines agricoles du fabricant. Alors que ces équipements se sont sophistiqués avec le temps, cet accord leur permettrait d'acheter directement des codes de diagnostic et des outils de réparation jusqu'à présent uniquement accessibles à des concessionnaires agréés. Le texte précise néanmoins que les protocoles de sécurité et les droits de propriété intellectuelle de John Deere ne sauraient être compromis par des modifications. En échange de cet engagement, le *Farm Bureau* a accepté de cesser de soutenir les propositions législatives d'un droit de réparation, au niveau fédéré et fédéral. Actuellement, une trentaine d'États seraient concernés par ces propositions et une proposition a été déposée au Congrès en février 2022 pour renforcer la concurrence sur le marché des services de réparation et la liberté des agriculteurs dans le choix de leur réparateur.

Si ce protocole d'entente est considéré par le *Farm Bureau* comme une avancée dans un litige de longue date entre les agriculteurs et les constructeurs, il peine néanmoins à convaincre la *National Farmers Union* (NFU). Ce syndicat agricole progressiste a en effet souligné le caractère non contraignant de l'accord, ainsi que sa portée limitée à seulement un groupement agricole et un fabricant, « fabricant ayant l'habitude d'empêcher

les agriculteurs de réparer leurs équipements à un prix abordable ». La NFU réitère ainsi son soutien à la mise en place d'une législation s'appliquant à l'ensemble des fabricants. Elle estime que la position dominante de John Deere sur le marché des équipements agricoles est particulièrement préjudiciable pour les propriétaires de machines, qui en plus de payer des interventions au prix fort, sont confrontés au risque de perte de récoltes en cas de non disponibilité des réparateurs agréés lors de la moisson. La sophistication des engins pose également deux problématiques majeures : l'incitation à se tourner vers des équipements anciens, plus facilement réparables mais dépourvus des avantages des technologies modernes, et le danger de la revente des données collectées et du piratage à distance des véhicules à partir de logiciels installés.

Brèves

- Le 17 janvier, les représentants des États-Unis et de l'Union européenne ont officiellement signé l'accord modifiant les concessions sur les contingents tarifaires sur les produits agricoles, en conséquence du Brexit.
- Le 18 janvier, Nestlé Health Science U.S. a annoncé un investissement de 43 M\$ dans la construction de deux nouvelles lignes de production dans son usine à Eau Claire, dans le Wisconsin. Cet agrandissement vise à répondre à une demande croissante de boissons nutritives prêtes à consommer. Il s'accompagnera également d'installations optimisant la consommation en eau et en énergie de la production.

Numérique et Innovation

10. TikTok, ciblée par les critiques au Congrès, étudie la restructuration de son organisation américaine

Au Congrès, le sénateur Mark Warner (D-Va.) a annoncé vouloir déposer prochainement une proposition de loi qui permettrait d'interdire certaines catégories d'applications aux États-Unis, dont TikTok, l'application de partage de vidéos appartenant au chinois ByteDance. Le sénateur a déclaré qu'il n'était pas favorable à l'interdiction

d'une seule application car cela « inviterait à des représailles ». Cette déclaration intervient alors que le 13 décembre 2022, les représentants Mike Gallagher (R-WI) et Raja Krishnamoorthi (D-IL), ainsi que le sénateur Marco Rubio (R-FL), avaient introduit dans les deux chambres le projet de loi intitulé « Averting the National Threat of Internet Surveillance, Oppressive Censorship and Influence, and Algorithmic Learning by the Chinese Communist Party Act (ANTI-SOCIAL CCP Act) », une législation interdisant à TikTok, ainsi qu'à toute

entreprise de médias sociaux liée à la Chine, à la Russie et à plusieurs autres pays étrangers préoccupants (« *countries of concern* »), d'opérer aux États-Unis. Par ailleurs, le 9 janvier, les représentants Mike Gallagher (R-WI) et Raja Krishnamoorthi (D-IL) ont [envoyé](#) une lettre au PDG d'ESPN (une chaîne de télévision américaine), James Pitaro, exprimant leur inquiétude quant au fait qu'ESPN a permis à TikTok de sponsoriser les émissions diffusées pendant les mi-temps des récents matchs de football universitaire américain. Enfin, conformément aux décrets exécutifs de certains États interdisant l'application TikTok sur les appareils et réseaux appartenant au gouvernement, de nombreuses universités publiques ont restreint l'accès à cette application sur les ordinateurs scolaires, les téléphones portables et leurs réseaux Wi-Fi.

Dans ce contexte, après deux ans de négociations avec les régulateurs américains pour savoir si TikTok pourra rester dans le pays, l'entreprise tente d'accroître sa transparence. Lors de conversations récentes avec des législateurs et des organisations de la société civile rapportées par le [Wall Street Journal](#), TikTok aurait révélé les détails d'un plan complexe de 1,5 Md\$ visant à réorganiser ses opérations aux États-Unis. Selon le journal, TikTok avait précédemment gardé ses plans confidentiels car l'entreprise négociait en parallèle avec le Comité des investissements étrangers aux États-Unis (CFIUS). La création d'un système de surveillance des algorithmes secrets de l'application par l'entreprise américaine Oracle et d'autres auditeurs tiers visant à détecter s'ils ont été manipulés ou si le gouvernement chinois ou d'autres acteurs étrangers y ont eu accès apparaît comme un élément central du plan proposé. Enfin, TikTok créerait une nouvelle filiale en propriété exclusive appelée TikTok U.S. Data Security, ou USDS. L'unité serait chargée de protéger l'application et de rendre compte à un conseil d'administration extérieur dont la principale responsabilité fiduciaire serait envers le CFIUS, au lieu de ByteDance. Tous les employés embauchés dans cette unité de 2 500 personnes seraient soumis à un ensemble d'exigences du gouvernement américain et excluraient les ressortissants chinois.

11. Les Républicains de la Chambre déploient leur agenda en matière de politique numérique

Le 12 janvier, le Représentant James Comer (R-Ky.), la présidente du comité de la Chambre sur l'énergie et le commerce Cathy McMorris Rodgers (R-Wash.), et le président du comité judiciaire de la Chambre Jim Jordan (R-Ohio), ont introduit un projet de loi

intitulé « [Protecting Speech from Government Interference Act](#) », qui interdirait aux responsables de l'administration Biden et aux fonctionnaires fédéraux d'utiliser leur autorité ou leur influence pour promouvoir la « censure de la parole » ou faire pression sur les entreprises de médias sociaux pour qu'elles censurent certains contenus. Les Représentants soutenant le projet de loi estiment que, sous l'administration Biden, les responsables fédéraux ont utilisé leur position, leur influence et leurs ressources pour contrôler et censurer les discours exprimés sur les plateformes de médias sociaux. Ils allèguent par exemple que l'ancienne secrétaire de presse de la Maison Blanche, Jen Psaki, a profité d'un point de presse de juillet 2021 pour demander à Facebook d'interdire des comptes spécifiques de sa plateforme et, plus tard en février 2022, a appelé Spotify et d'autres plateformes technologiques majeures pour limiter ce que l'administration considère comme étant de la désinformation. Selon eux, des rapports ont également révélé des efforts concertés du gouvernement pour faire pression sur Twitter et Facebook pour aller au-delà de leurs règles communautaires existantes afin de suspendre les utilisateurs considérés comme diffusant de la désinformation, notamment en matière de COVID.

12. Les employés de Microsoft forment le premier syndicat de l'entreprise aux États-Unis

300 testeurs employés par le studio de jeux vidéo ZeniMax, filiale de Microsoft acquise en 2021 pour environ 7,5 Md\$, et répartis sur quatre sites dans le Maryland et au Texas, ont [voté](#) en faveur de la syndicalisation. Il s'agit du premier syndicat créé chez Microsoft aux États-Unis, ainsi que du plus grand syndicat du pays dans le domaine des jeux vidéo. La syndicalisation est en hausse dans l'industrie du jeu vidéo, en particulier parmi les testeurs. En 2022, les testeurs du producteur de jeux vidéo Activision Blizzard avaient également réussi à former des syndicats dans les filiales Raven Software et Blizzard Albany par le biais de la Communication Workers Alliance (CWA), qui représentera également le syndicat de ZeniMax. À l'inverse d'Amazon, qui avait fortement combattu la formation d'un syndicat par les travailleurs d'un de ses entrepôts à Staten Island, ou d'Apple, qui avait cherché à persuader ses vendeurs de ne pas se syndiquer, Microsoft a accepté de rester neutre tout au long de la campagne syndicale de ZeniMax.

13. Un procès est intenté contre Elon Musk pour son tweet de 2018 annonçant la privatisation de Tesla

Des investisseurs éphémères de Tesla – qui ont eu des actions pendant une durée de 10 jours entre le 7 et le 17 août 2018 – ont [intenté](#) un recours collectif contre Elon Musk au motif qu'il a publié le 7 août 2018 un tweet dans lequel il affirmait qu'il allait privatiser Tesla (« J'envisage de privatiser Tesla à 420 \$. Financement assuré »). Au cours de ces 10 jours, la valorisation de Tesla avait fluctué d'environ 14 Md\$. La Cour du circuit fédérale de San Francisco devra décider si les tweets ont eu un impact sur le cours des actions de Tesla, si Musk a agi en connaissance de cause, c'est-à-dire dans l'optique de provoquer cette fluctuation et, les cas échéants, sur le montant des dommages et intérêts à allouer. Le juge fédéral de district Edward Chen avait déjà refusé l'irrecevabilité de la requête prônée par Elon Musk, qui avait tenté de délocaliser le procès au Texas en invoquant l'impossible impartialité du jury en Californie, en décidant « qu'aucun jury raisonnable ne pourrait juger les tweets de précis ou non trompeur ».

À la suite de ces tweets, la SEC avait lancé une enquête concluant que, bien qu'il ait tenu quelques réunions avec le fonds souverain d'Arabie saoudite, Musk « n'avait jamais discuté d'une opération de privatisation à 420 \$ par action avec une source de financement potentielle, n'avait rien fait pour déterminer s'il serait possible pour tous les investisseurs actuels de rester dans Tesla en tant que société privée via un "fonds à vocation

spéciale", et n'avait pas confirmé le soutien des investisseurs de Tesla à une éventuelle opération de privatisation ». Pour clore cette enquête, Musk avait négocié un accord avec la SEC l'obligeant notamment à quitter la présidence de Tesla et à payer, tout comme Tesla, une amende de 20 M\$.

Brèves

- Le 17 janvier, au Forum économique mondial de Davos, le PDG de Microsoft, Satya Nadella, a annoncé que l'entreprise prévoyait d'intégrer des outils d'intelligence artificielle comme ChatGPT d'OpenAI dans tous ses produits et de les rendre disponibles en tant que plateformes sur lesquelles d'autres entreprises pourront s'appuyer. M. Nadella a déclaré que son entreprise allait rapidement commercialiser les outils d'OpenAI. Il a en outre déclaré que l'objectif était de faire d'Azure, la plateforme cloud de Microsoft, « l'endroit pour tous ceux qui pensent à l'IA », à la fois pour les entreprises et les utilisateurs finaux, y compris en mettant ChatGPT à la disposition des utilisateurs professionnels. Ainsi, chaque produit de Microsoft intégrera les capacités en IA développées par OpenAI pour transformer complètement le produit.
- Les licenciements dans l'industrie Tech se poursuivent aux États-Unis avec l'annonce mercredi 18 janvier de la suppression de 10 000 postes par Microsoft (5 % de ses effectifs) et celle à venir d'Amazon (18 000 personnes).

Santé

14. Les principales tendances qui émergent du salon JPMorgan Healthcare

Le média Axios est [revenu](#) sur les principaux points à retenir de la JPMorgan Healthcare Conference, qui s'est tenue à San Francisco du 9 au 12 janvier. Cette conférence annuelle constitue l'un des plus grands rassemblements dans le domaine de la santé, réunissant investisseurs, entreprises du secteur et institutions publiques dans un contexte où les transactions ont ralenti en 2022.

Si l'état de l'économie a été le principal sujet des nombreuses tables rondes, les tendances suivantes ont été recensées :

1. **Une meilleure année financière** en vue pour les établissements de santé : les hôpitaux et les systèmes de santé à but non lucratif ont déclaré que l'année 2022 avait été brutale, mais que 2023 s'annonçait sous de meilleurs auspices, car les

revenus augmentent et le recours au personnel temporaire continue de diminuer.

2. **Un recours accru à du personnel étranger** : pour remédier à la pénurie de personnel, certaines structures se tournent vers l'international, comme l'a indiqué Wright Lassiter, CEO de CommonSpirit Health, deuxième plus grand réseau américain d'hôpitaux à but non lucratif.

3. **L'avenir est à l'extérieur de l'hôpital** : les systèmes de santé envisagent d'étendre leur empreinte de manière stratégique en acquérant des groupes de fournisseurs, en développant des services spécialisés ou en utilisant leurs propres entreprises dérivées ou investissements pour atteindre une base de patients plus large à l'échelle nationale.

15. Lancement d'une action en justice par la Californie sur les prix de l'insuline

Le 12 janvier 2023, la Californie a [intenti](#) une action en justice contre les plus grands fabricants d'insuline (Eli Lilly, Novo Nordisk et Sanofi, les trois sociétés qui produisent 90% de l'insuline dans le monde) et les principaux gestionnaires de prestations pharmaceutiques (CVS Caremark, Express Scripts et OptumRx), les accusant d'augmenter illégalement le prix de l'insuline en violation de la loi de l'État.

L'augmentation drastique des prix de l'insuline ces dernières années la rend inaccessible à de nombreuses personnes diabétiques (une fiole qui coûtait autrefois 25 \$ coûte aujourd'hui environ 300 \$). Plus de 30 millions d'Américains sont diabétiques, dont plus de 2,3 millions d'adultes en Californie, selon le ministère de la santé de l'État.

Brèves

- AstraZeneca a [annoncé](#) le 9 janvier 2023 son intention d'acheter CinCor Pharma, une entreprise biopharmaceutique basée à Boston et spécialisée dans l'hypertension et les maladies rénales chroniques, pour un montant supérieur à 1,8 Md\$.

- Selon Bloomberg, [CVS Health](#) étudie la possibilité de racheter Oak Street Health, basé à Chicago, opérateur exploitant un réseau de centres de premiers soins, dans le cadre du programme Medicare. L'opération pourrait être évaluée à plus de 10 Md\$, y compris la dette. Outre ce possible rachat, le plus grand réseau de pharmacie américain a annoncé sa participation à des levées de fonds pour Monogram Health et Array Behavioral Care. Il a également investi 100 M\$ dans Carbon Health, dans le cadre d'un accord stratégique qui prévoit l'ouverture de cliniques pilotes dans certains magasins CVS.
- Moderna envisage de facturer de 110 \$ à 130 \$ par dose son vaccin contre la COVID-19 aux États-Unis après l'expiration de son contrat avec le gouvernement, a déclaré Stéphane Bancel, PDG de Moderna, [au Wall Street Journal](#) – Pfizer avait annoncé un prix similaire en octobre 2022. Actuellement, les rappels de Moderna coûtent environ 26 \$ par dose dans le cadre d'un contrat d'approvisionnement fédéral signé en juillet 2022. Le vaccin original coûtait environ 15 \$ à 16 \$ par dose dans les contrats d'approvisionnement précédents.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

Rédacteurs : Pôles Commercial, EDDet, Entreprises et Agriculture

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique Régional de Washington.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.